

Unité départementale de Loire-Atlantique  
5 rue Françoise Giroud  
CS 16326  
Cedex 2  
44036 Nantes

Nantes, le 20/08/25

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

### **Visite d'inspection du 30/07/2025**

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

### **LOIRE ENTREPOTS TRANSPORT**

ZI Bonne nouvelle  
Route de Prinquiau  
44480 Donges

**Références :** N2-2025-906  
**Code AIOT :** 0006308909

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/07/2025 dans l'établissement LOIRE ENTREPOTS TRANSPORT implanté 9 rue de l'Industrie ZA du Haut Coin 44140 Aigrefeuille-sur-Maine. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LOIRE ENTREPOTS TRANSPORT
- 9 rue de l'Industrie ZA du Haut Coin 44140 Aigrefeuille-sur-Maine
- Code AIOT : 0006308909
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

L'établissement exploite à Aigrefeuille-sur-Maine un dépôt de bouteilles de gaz inflammables liquéfiés. Ses activités sont réglementées par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 12 septembre 2019 et du 11 octobre 2021. L'établissement est classé SEVEESO seuil bas.

Thèmes de l'inspection :

- Action nationale 2025 Prélèvements environnementaux

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Réalisation d'exercice POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande d'action corrective	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mise à jour du POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
3	Liste des substances recherchées et milieux associés	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
4	Stratégie de prélèvement	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
5	Personnels compétents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
6	Liste des produits de décomposition	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9	Sans objet
7	Prévention des percements	Arrêté Préfectoral du 11/10/2021, article 3.5	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

**L'exploitant doit réaliser un test du POI dans les meilleurs délais.**

**L'exploitant doit transmettre l'étude de dangers mise à jour au préfet ainsi que la liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie.**

**La mise à jour du POI attendu pour le 1<sup>er</sup> janvier 2026 devra prendre en compte cette liste des produits de décomposition.**

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Mise à jour du POI

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire.
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classée dispose d'un POI transmis par l'exploitant dont la dernière version date du mois d'avril 2021. L'exploitant indique ne pas avoir réalisé de mise à jour depuis.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Réalisation d'exercice POI

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires
<b>Prescription contrôlée :</b>

Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire.

**Constats :**

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté la feuille de présence d'une réunion du 03/07/2025 portant sur la lecture et l'assimilation du POI dans le cadre de l'arrivée de nouveau personnel. Cette réunion ne peut être considérée comme un test du POI.

L'exploitant indique ne pas avoir réalisé de test du POI pour le site.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**L'exploitant doit réaliser un test du POI dans les meilleurs délais.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**N° 3 : Liste des substances recherchées et milieux associés**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Contenu POI

**Prescription contrôlée :**

Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :
- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; [...] »

Annexe V - i) [...] Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1<sup>er</sup> janvier 2023.

**Constats :**

Le POI de l'établissement n'a pas encore fait l'objet de mise à jour postérieure au 1<sup>er</sup> janvier 2023. L'obligation réglementaire n'est donc pas encore applicable. Elle le sera à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2026.

Lors de l'inspection, l'exploitant indique avoir réalisé l'étude permettant de produire la liste des produits de décomposition.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**L'exploitant devra établir la liste des substances recherchées et milieux associés, lors de la prochaine mise à jour du POI avant le 1<sup>er</sup> janvier 2026.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Stratégie de prélèvement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Contenu POI
<b>Prescription contrôlée :</b>  Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :  - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : [...] - les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;  - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.  L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. [...]  Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1 <sup>er</sup> janvier 2023.
<b>Constats :</b>  Le POI de l'établissement n'a pas encore fait l'objet de mise à jour postérieure au 1 <sup>er</sup> janvier 2023. L'obligation réglementaire n'est donc pas encore applicable. Elle le sera à partir du 1 <sup>er</sup> janvier 2026.  Lors de l'inspection, l'exploitant indique être en cours de recherche d'un prestataire pour définir la stratégie de prélèvement de l'établissement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Personnels compétents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Contenu POI
<b>Prescription contrôlée :</b>  Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :  - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : [...]

- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;

Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1<sup>er</sup> janvier 2023.

**Constats :**

Le POI de l'établissement n'a pas encore fait l'objet de mise à jour postérieure au 1<sup>er</sup> janvier 2023. L'obligation réglementaire n'est donc pas encore applicable. Elle le sera à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2026.

Lors de l'inspection, l'exploitant indique être en cours de recherche d'un prestataire pour définir la stratégie de prélèvement et identifier les personnels qui interviendront.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Liste des produits de décomposition**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Produits de décomposition

**Prescription contrôlée :**

La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe III est adressée au préfet lors de l'élaboration, de la révision ou de la mise à jour d'une étude de dangers, et lorsque cette étude est soumise au réexamen visé à l'article R. 515-98, au plus tard le 30 juin 2025. Le plan d'opération interne est mis à jour dans le même délai.

**Constats :**

Lors de l'inspection, l'exploitant indique avoir finalisé la liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, dans le cadre de l'actualisation de l'étude de dangers prescrite par l'arrêté préfectoral complémentaire du 24 juin 2024. L'exploitant indique que l'étude de dangers est finalisée et sera bientôt transmise à l'inspection des installations classées.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**L'exploitant doit adresser au préfet la liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie.**

**La mise à jour du POI attendu pour le 1<sup>er</sup> janvier 2026 devra prendre en compte cette liste des produits de décomposition.**

N° 7 : Prévention des percements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/10/2021, article 3.5

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions spécifiques

Prescription contrôlée :

[...]

Les consignes d'exploitation du site sont mises en adéquation avec les hypothèses de cette étude et notamment :

- La vitesse maximale sur le site est limitée à 10 km/h.
- Les bouteilles composites sont stockées uniquement dans des casiers conçus spécifiquement pour leur stockage et ne sont pas mélangées avec d'autres typologies de bouteilles.
- Ces casiers comportent une barre composite, à l'avant et à l'arrière, dans le sens de la manutention, pouvant être éjectée en cas de choc avec les bouteilles.
- Les casiers de stockage des bouteilles composites sont stockés dans un emplacement dédié et séparé des autres typologies de bouteilles.
- Le nombre maximal de bouteilles composites dans un casier destiné au stockage de celles-ci est limité à 35 (7 × 5).
- Les bouteilles composites sont stockées à la verticale.
- Il n'est pas présent plus de deux casiers l'un derrière l'autre dans le sens de la manutention.

Cette étude est spécifique aux caractéristiques des bouteilles en matériaux composites présentes dans l'établissement et correspondant aux modèles VISEO R1, R2 et R3. En cas d'utilisation de bouteilles en matériaux composites différentes de celles présentées dans l'étude en date du 28 avril 2022, l'exploitant réalise soit une nouvelle étude, soit justifie l'existence d'une équivalence.

Il en est de même en cas de remise en cause des hypothèses de l'étude, notamment en cas de nouvelles connaissances scientifiques et techniques. Ces éléments sont portés à la connaissance de M. le Préfet au titre de l'article R.181-46 du code de l'environnement.

Sous un délai inférieur à 12 mois à compter de la notification du présent arrêté préfectoral, l'exploitant actualise son étude de dangers avec les conclusions de l'étude précédemment citée.

Lors du remplacement d'un chariot élévateur, l'exploitant étudie la mise en place de dispositif anti-percement au niveau des fourches du chariot élévateur. En l'absence de mise en place, les embouts de chariots élévateurs sont arrondis et en forme d'étrave de bateau et les bouteilles en matériaux composites sont stockées dans des casiers comportant des guides et empêchant la percussion directe de ces bouteilles.

Constats :

Lors de l'inspection, il a été constaté que :

- La vitesse maximale sur le site est limitée à 10 km/h ;
- Les bouteilles composites sont stockées dans les casiers spécifiques et ne sont pas mélangées avec d'autres typologies de bouteilles. Les casiers de stockage des bouteilles composites sont stockés dans un emplacement dédié et séparé des autres typologies de bouteilles ;
- Ces casiers comportent une barre composite, à l'avant et à l'arrière, dans le sens de la manutention, pouvant être éjectée en cas de choc avec les bouteilles ;
- Le nombre de bouteilles composites par casier ne dépasse pas 35 ;
- Les bouteilles composites sont stockées à la verticale.

- Il n'est pas présent plus de deux casiers l'un derrière l'autre dans le sens de la manutention.

L'exploitant indique avoir mise à jour son étude de dangers avec les conclusions de l'étude anti percement.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**L'exploitant doit transmettre l'étude de dangers mise à jour au préfet.**

**Type de suites proposées :** Sans suite